



Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Inspection des aliments

« LE GOUVERNEMENT A COMMENCÉ EN DOUCE À RELÉGUER À L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE LA TÂCHE DE S'AUTORÉGULER »

– André Bellavance

Ottawa, le mercredi 27 août 2008 – « Au moment où la listériose frappe, on apprend que l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a commencé, depuis le 31 mars dernier, à transférer à l'industrie agroalimentaire la responsabilité d'inspecter les aliments qu'elle produit. Qui plus est, Maple Leaf aurait été choisi par le gouvernement pour tester le nouveau système il y a environ un an. Or, les conservateurs ont toujours nié avoir l'intention d'apporter des changements au système d'inspection des aliments et sont même allés jusqu'à contredire le fonctionnaire Luc Pomerleau, qui a été congédié après avoir mis au jour le plan de compressions du gouvernement », a déclaré le porte-parole du Bloc Québécois en matière d'Agriculture et Agroalimentaire et député de Richmond—Arthabaska, **André Bellavance**.

« Les conservateurs sont en train de tromper la population. C'est grave. On ne joue pas avec la santé des gens pour des raisons économiques ou idéologiques. Les inspecteurs de l'ACIA en sont réduits à s'occuper de la paperasse, sans procéder à des vérifications. Une telle situation est absolument inacceptable et ne peut être tolérée. Les décès tragiques causés par les cas de listériose doivent rappeler au gouvernement qu'il a la responsabilité d'assurer l'innocuité des aliments qui sont consommés par les Québécois et les Canadiens », a poursuivi **André Bellavance**.

« Les conservateurs sont acculés au mur et ne peuvent plus nier leur volonté d'américaniser les méthodes d'inspection des aliments, avec tous les risques que cela implique. En tant qu'idéologues de droite butés, ils vont de l'avant avec leur intention de couper 5 % des budgets d'exploitation de l'ACIA, de déléguer des responsabilités d'inspection à l'industrie et de couper l'aide aux producteurs pour la vérification des cas de vache folle. C'est ça, le modèle américain, et à ça, les Québécois disent non », a pour sa part affirmé la porte-parole adjointe du Bloc Québécois en matière d'Agriculture et Agroalimentaire et députée de Saint-Hyacinthe—Bagot, **Ève-Mary Thäi Thi Lac**.

« Plusieurs rappels d'aliments contaminés en provenance des États-Unis, où un système similaire à celui que voudraient implanter les conservateurs a été mis en place, ont eu lieu récemment. Le gouvernement a décidé de ne pas tenir compte de

ces faits pourtant connus, ni de la forte opposition que son projet a soulevée dès que des fuites à son propos sont survenues dans les médias. On ne peut absolument pas lui faire confiance. C'est impossible. Il nous cache la vérité sur un enjeu qui nous concerne directement et qui comporte des risques bien réels pour la santé de tous », a-t-elle poursuivi.

« C'est à l'insu de la population et des parlementaires que le parti de Stephen Harper a commencé à remettre l'inspection des aliments et la sécurité alimentaire entre les mains des gros lobbies et des grandes entreprises. Les conservateurs ne peuvent continuer à agir d'une façon aussi irresponsable : ils doivent laisser de côté cette déréglementation et mettre en place un système d'inspection des aliments amélioré en y affectant les ressources humaines et financières nécessaires. Personne ne veut du modèle américain que tente de nous imposer le gouvernement conservateur », a conclu **André Bellavance**.

– 30 –

Renseignements :

Frédéric Lepage, attaché de presse
Aile parlementaire du Bloc Québécois
Tél. : (613) 947-2495
Cell. : (613) 294-2066
www.blocquebecois.org